

F. 2001 — 2418

[C — 2001/31267]

12 JUILLET 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions d'exploitation pour le nettoyage à sec au moyen de solvants

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, notamment l'article 6, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 avril 1995 fixant des conditions d'exploitation pour le secteur du nettoyage à sec;

Vu la Directive 1999/13/CE du Conseil de l'Union européenne du 11 mars 1999 relative à la réduction des émissions de composés organiques volatils dues à l'utilisation de solvants organiques dans certaines activités et installations;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement du 9 décembre 1999;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 3 avril 2001 n° 30.850/3;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Sans préjudice de conditions particulières plus strictes ou complémentaires, fixées dans le permis d'environnement, l'exploitation d'ateliers de nettoyage des textiles à l'aide de machines utilisant des solvants est soumise aux conditions sectorielles prévues par le présent arrêté.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « installation » : atelier de nettoyage des textiles à l'aide de machines utilisant des solvants;

2° « machine » : machine de nettoyage à sec fonctionnant en circuit fermé;

3° « solvant » : produit de dégraissage contenant des composés organiques volatiles;

4° « composés organiques volatiles (C.O.V) » : tout composé organique ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,15 K ou ayant une volatilité correspondante dans les conditions d'utilisation particulières;

5° « CFC, HCFC » : chlorofluorocarbones, hydrofluorocarbones visés par les annexes du Règlement (CE) n° 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrisent la couche d'ozone;

6° « solvant halogéné » : solvant contenant au moins un atome de chlore, de brome, de fluor ou d'iode par molécule;

7° « émission diffuse » : toute émission qui n'a pas lieu sous la forme de gaz résiduaires, de composé organique volatil dans l'air, le sol et l'eau ainsi que des solvants contenus dans des produits. Ce terme couvre aussi les émissions non captées qui sont libérées dans l'environnement extérieur par les fenêtres, les portes, les événements ou des ouvertures similaires;

8° « gaz résiduaires » : le rejet gazeux final contenant des composés organiques volatils ou d'autres polluants et rejeté dans l'air par une cheminée ou d'autres équipements de réduction. Les débits volumétriques sont exprimés en mètres cubes par heures aux conditions standards;

9° « total des émissions » : la somme des émissions diffuses et des émissions dans les gaz résiduaires;

Art. 3. Pour les installations qui ont été mises en exploitation après le 20 avril 1995 ou qui, après cette date, ont subi une modification importante, et en particulier celles où une ou plusieurs machines ont été remplacées ou ajoutées après cette date, les machines sont de préférence installées dans des locaux non accessibles au public.

Si les machines sont situées dans le local accessible au public, elles devront être placées dans une zone inaccessible au public clairement signalée.

N. 2001 — 2418

[C — 2001/31267]

12 JULI 2001. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden voor de textielreiniging met behulp van solventen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 6, § 1;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 april 1995 tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden voor de sector van de textielreiniging;

Gelet op Richtlijn 1999/13/EG van de Raad van de Europese Unie van 11 maart 1999 inzake de beperking van de emissie van vluchtige organische stoffen ten gevolge van het gebruik van organische oplosmiddelen bij bepaalde werkzaamheden en in installaties;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu van 9 december 1999;

Gelet op het advies nr. 30.850/3 van de Raad van State van 3 april 2001;

Op voorstel van de Minister van Leefmilieu,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Onverminderd strengere of aanvullende bijzondere voorwaarden, bepaald in de milieuvergunning, is de exploitatie van werkplaatsen voor de reiniging van textiel met behulp van machines die solventen gebruiken, onderworpen aan de in dit besluit gestelde sectorale voorwaarden.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « inrichting » : werkplaats voor de reiniging van textiel met behulp van machines die solventen gebruiken;

2° « machine » : textielreinigingsmachine die in gesloten circuit werkt;

3° « solvent » : ontvettingsmiddel dat vluchtige organische stoffen bevat;

4° « vluchtige organische stoffen » (VOS): alle organische verbindingen die bij een temperatuur van 293,15 K een dampspanning van 0,01 kPa of meer of onder specifieke gebruiksomstandigheden een vergelijkbare vluchtigheid hebben;

5° « CFK, HCFK » : chloorfluorkoolstoffen en hydrochloorfluorkoolstoffen zoals opgenomen in de bijlagen bij verordening (EG) nr. 2037/2000 van het Europees Parlement en de Raad van 29 juni 2000 betreffende de ozonlaag afbrekende stoffen;

6° « gehalogeneerd solvent » : solvent dat minstens één chloor-, broom-, fluor- of iodiumatoom per molecule bevat;

7° « diffuse emissies » : emissies, in een andere vorm dan afgassen, van vluchtige organische stoffen in lucht, bodem of water, alsmede van oplosmiddelen die zich in producten bevinden. Hieronder zijn begrepen de niet-opgevangen emissies die via ramen, deuren, ventilatiekanalen, ontluchtingen en soortgelijke openingen in de buitenlucht terechtkomen.

8° « afgassen » : de uiteindelijke uitworp in de lucht van gassen met vluchtige organische stoffen of andere verontreinigende stoffen uit een afgaskanaal of uit nabehandelingsapparatuur in de lucht. Het volumetrisch debiet wordt uitgedrukt in m³/uur bij normale omstandigheden;

9° « totale emissie » : de som van diffuse emissies en emissies van afgassen.

Art. 3. Voor de inrichtingen die in werking zijn gesteld na 20 april 1995, of die na de voornoemde datum een belangrijke wijziging hebben ondergaan, en in het bijzonder die waarin één of meer machines na de voornoemde datum zijn vervangen of toegevoegd, worden de machines bij voorkeur geplaatst in lokalen die niet toegankelijk zijn voor het publiek.

Als de machines zich in een lokaal bevinden dat toegankelijk is voor het publiek, moeten zij in een duidelijk aangegeven zone geplaatst worden die niet toegankelijk is voor het publiek.

Les machines situées dans des locaux accessibles au public ne pourront être mises en fonctionnement que par l'exploitant à l'aide d'une clé.

CHAPITRE 2. — Stockage des solvants

Art. 4. § 1^{er}. Lorsque l'installation comprend un dépôt de solvants d'une capacité de 100 litres ou plus, les solvants sont stockés dans une cuve ou dans un fût dont le raccordement direct à la machine est réalisé par un système assurant le transport du solvant en toute sécurité.

§ 2. La cuve ou le fût est certifié étanche aux solvants et résistants à la corrosion. Il est placé dans un bac de rétention ou un encuvement étanche aux solvants d'un volume au moins équivalent à celui de la cuve ou du fût. Le bac couvre également la zone de remplissage de la cuve ou du fût et protège contre toute perte de solvants par dispersion, jet, éclaboussures ou gouttes.

Si l'installation est équipée de plusieurs cuves ou fûts, la capacité du bac de rétention ou de l'encuvement commun à ceux-ci doit être supérieure à 10 % du volume total de solvants stockés et au moins égale au volume de la plus grande cuve ou fût.

§ 3. Toutes les précautions doivent être prises afin qu'aucun débordement ne se produise au moment du remplissage de la cuve ou du fût. Le remplissage s'effectue au moyen d'une tuyauterie munie d'une vanne étanche. La cuve et le fût sont immédiatement fermés après remplissage.

§ 4. La cuve et le fût doivent être placés de manière à être à l'abri des chocs et de la chaleur. Si la cuve ou le fût se trouve dans un local séparé de l'installation, celui-ci est muni d'une ventilation haute et basse.

Art. 5. Lorsque l'installation comprend un dépôt de solvants d'une capacité inférieure à 100 litres, le conditionnement en bidons est autorisé.

Les bidons doivent être rangés dans un bac de rétention étanche aux solvants d'une capacité supérieure à 10 % du volume total de solvants stockés et au moins égale au volume du plus grand bidon. Le bac de rétention protège contre toute perte de solvants par dispersion, jet, éclaboussures ou gouttes.

Les bidons sont entreposés à l'abri des chocs et de la chaleur, à un endroit inaccessible au public et muni d'une ventilation haute et basse.

CHAPITRE 3. — Caractéristiques des machines

Art. 6. Dans les machines d'une installation, tous les systèmes nécessaires de récupération de solvant sont intégrés de façon inamovible en vue d'éviter automatiquement et sans aucune régénération toute liaison entre l'ambiance de l'atelier et l'enceinte de la machine, y compris les canalisations, et toute évacuation de résidus pendant toutes les phases du nettoyage. Ces machines doivent être conformes à la norme internationale ISO 8232.

L'exploitant tient sur place à la disposition des agents chargés de la surveillance l'attestation de conformité à la norme ISO 8232.

Art. 7. Un bac de rétention étanche aux solvants et résistant à la corrosion est placé sous toute machine. Son volume est au moins de 10 % supérieur au volume du plus grand réservoir de la machine. Toutefois, dans les zones de protection des eaux souterraines désignées en application de l'arrêté royal du 18 septembre 1987 relatif à la protection en Région bruxelloise des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses, il est au moins égal à la capacité totale des réservoirs de la machine.

Le bac de rétention protège contre toute perte de solvants par dispersion, jet, éclaboussures ou gouttes.

Les machines sont équipées d'un double séparateur à eau.

Art. 8. L'installation et les machines sont maintenues en parfait état d'entretien et de propreté.

De machines in de lokalen die toegankelijk zijn voor het publiek, kunnen slechts door de exploitant in werking worden gesteld aan de hand van een sleutel.

HOOFDSTUK 2. — Het opslaan van solventen

Art. 4. § 1. Wanneer de inrichting een opslagplaats voor solventen met een capaciteit van 100 liter of meer omvat, worden de solventen opgeslagen in een tank of een vat dat rechtstreeks op de machine aangesloten is via een systeem dat het veilig overbrengen van het solvent waarborgt.

§ 2. De tank of het vat zijn gecertificeerd ondoodringbaar voor solventen en corrosiebestendig. Ze worden in een opvangkuip geplaatst of in een inkuiping die geen solventen doorlaat en waarvan het volume minstens gelijk is aan dat van de tank of het vat. De kuip beslaat eveneens de vulzone van de tank of van het vat en beschermt tegen elk verlies van solventen door dispersie, wegspuiten, -sappen of -druppelen.

Indien de inrichting verschillende tanken of vaten omvat, moet de capaciteit van de gemeenschappelijke opvangkuip of inkuiping groter zijn dan 10 % van het totale volume opgeslagen solventen en minstens gelijk aan het volume van de grootste tank of het grootste vat.

§ 3. Alle maatregelen moeten worden genomen om te voorkomen dat de tank of het vat zou overlopen op het ogenblik dat hij gevuld wordt. Het vullen gebeurt door middel van een buizensysteem dat voorzien is van een hermetisch afgesloten kraan. De tank en het vat worden onmiddellijk na het vullen gesloten.

§ 4. De tank en het vat moeten zodanig geplaatst zijn dat ze beschermd worden tegen schokken en warmte. Indien de tank of het vat zich in een lokaal bevindt dat gescheiden is van de inrichting, wordt dit lokaal langs boven en beneden verlucht.

Art. 5. Wanneer de inrichting een opslagplaats voor solventen met een capaciteit van minder dan 100 liter omvat, is het opslaan in bussen toegestaan.

De bussen moeten in een opvangkuip worden geplaatst die ondoodringbaar is voor solventen en een capaciteit heeft van meer dan 10 % van het totale volume opgeslagen solventen en minstens gelijk aan het volume van de grootste bus. De opvangkuip beschermt tegen elk verlies van solventen door dispersie, wegspuiten, -sappen of -druppelen.

De bussen worden beschut tegen schokken en opgeslagen op een plaats die niet toegankelijk is voor het publiek en die langs boven en beneden wordt verlucht.

HOOFDSTUK 3. — Eigenschappen van de machines

Art. 6. In de machines van een inrichting zijn alle nodige systemen voor de solventrecuperatie op een onverplaatsbare wijze geïntegreerd, met het oog op het automatisch en zonder regeneratie vermijden van elke verbinding tussen de omgevingslucht van de inrichting en de binnenzijde van de machine, met inbegrip van de leidingen, en van elke afvoer van residuen, tijdens alle fasen van de reiniging. Deze machines moeten beantwoorden aan de internationale norm ISO 8232.

De exploitant houdt ter plaatse het gelijkvormigheidsattest ISO 8232 ter beschikking van de ambtenaren die met het toezicht belast zijn.

Art. 7. Onder elke machine wordt een voor solventen ondoodringbare en corrosiebestendige opvangkuip geplaatst. Het volume ervan is minstens 10 % groter dan het volume van het grootste reservoir van de machine. In de waterwinningsgebieden en de beschermingszones, aangewezen met toepassing van het koninklijk besluit van 18 september 1987 betreffende de bescherming van het grondwater in het Brusselse Gewest tegen verontreiniging veroorzaakt door bepaalde gevaarlijke stoffen, is het echter minstens gelijk aan de totale capaciteit van de reservoirs van de machine.

De opvangkuip beschermt tegen elk verlies van solventen door dispersie, wegspuiten, -sappen of -druppelen.

De machines zijn uitgerust met een dubbele waterafscheider.

Art. 8. De werkplaats en de machines worden in perfecte staat van onderhoud en netheid gehouden.

CHAPITRE 4. — Total des émissions de solvants

Art. 9. Le total des émissions de solvants ne peuvent pas dépasser 20 g/kg de textile ou de matériel nettoyé.

Le total des émissions sont équivalentes à la somme, exprimée en kilos, du stock initial de solvants et de la quantité de solvants fournie pendant la période, à laquelle on soustrait le stock final et la quantité de solvants éliminée avec les déchets visés au § 1^{er} de l'article 19.

La quantité de solvant qui est éliminée avec les déchets et qui n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de l'émission total visée à l'alinéa 1^{er}, est fixée forfaitairement à 23 g de solvant par kilogramme de textile nettoyé.

Art. 10. Les émissions diffuses de solvants doivent être calculées tous les mois et consignées dans le registre visé à l'article 20.

CHAPITRE 5. — Qualité de l'air

Art. 11. § 1^{er}. L'exposition des personnes aux vapeurs de solvant halogénés sera maintenue en permanence au plus bas niveau possible.

§ 2. Lorsqu'une installation fonctionnant avec des solvants halogénés jouxte des pièces d'habitation ou des locaux où sont stockés ou vendus des aliments destinés à la consommation humaine, l'installation doit être conçue de manière à prévenir toute diffusion de solvants à travers les murs et les plafonds vers les pièces voisines, de telle sorte que, en tout état de cause, la concentration moyenne de solvants halogénés dans les pièces voisines mesurée sur 24 heures ne dépasse jamais 0,7 ppm.

Sans préjudice de cette prescription, la concentration solvants halogénés en dehors des locaux de l'installation ne peut jamais dépasser 10 ppm.

Art. 12. § 1^{er}. Toute installation est équipée d'un détecteur de gaz mobile destiné à détecter les fuites de solvants.

A l'aide de ce détecteur, l'exploitant vérifie régulièrement dans l'installation l'étanchéité des tuyauteries et joints servant à contenir le solvant.

§ 2. Les installations rejetant plus de 10 kg/h de carbone organique total doivent être équipées, dans le conduit de rejet, d'une instrumentation de mesure en continu. La méthode de prélèvement et d'analyse est déterminée dans le permis d'environnement.

§ 3. Les installations rejetant plus de 10 g/h de solvants visés à l'article 13, §§ 1^{er} et 2 doivent respecter une valeur limite maximale d'émission de 2 mg /Nm³ de carbone total.

Art. 13. § 1^{er}. Sont interdits le pré-détachage et le nettoyage à sec à l'aide de solvants dont l'emballage porte l'une des phrases de mise en garde suivantes ou plusieurs de celles-ci :

R45 - Peut causer le cancer

R46 - Peut causer des altérations génétiques héréditaires

R47 - Peut causer des malformations congénitales

R49 - Peut causer le cancer par inhalation

R60 - Peut altérer la fertilité

R61 - Risque, pendant la grossesse, d'effets néfastes pour l'enfant.

Cette interdiction ne s'applique pas lorsqu'un système d'aspiration des vapeurs relié à un condensateur est utilisé avec un traitement adéquat des émissions de gaz résiduaires conformément aux prescriptions de l'article 16.

§ 2. Il est strictement interdit d'utiliser des CFC, des HCFC, du tétrachlorure de carbone ou d'un mélange contenant une de ces substances dans les installations.

HOOFDSTUK 4. — Totale emissie van solventen

Art. 9. De totale emissie van solventen mag niet meer bedragen dan 20 g/kg textiel of gereinigd materiaal.

De totale emissie van solventen voor een welbepaalde periode is de som, uitgedrukt in kilogram, van de beginvoorraad van solventen en van de hoeveelheid solventen geleverd tijdens die periode, waarvan men de eindvoorraad en de hoeveelheid solventen die met het afval als bedoeld in § 1 van artikel 19 verwijderd werd, aftrekt.

De hoeveelheid solvent die met het afval wordt verwijderd en die niet in aanmerking komt voor de berekening van de totale emissie bedoeld in het eerste lid, wordt forfaitair vastgesteld op 23 g solvent per kilogram gereinigd textiel.

Art. 10. De diffuse emissies van solventen moeten elke maand worden berekend en in het in artikel 20 bedoelde register worden opgetekend.

HOOFDSTUK 5. — Luchtkwaliteit

Art. 11. § 1. De blootstelling van personen aan dampen van gehalogeneerde solventen dient voortdurend op het laagst mogelijke niveau te worden gehouden.

§ 2. Wanneer een inrichting die met gehalogeneerde solventen werkt aan woonruimten of lokalen grenst waar voedingsmiddelen bestemd voor menselijk gebruik worden opgeslagen of verkocht, moet de inrichting zo worden ingericht dat elke diffusie van solventen door muren en plafonds naar aangrenzende ruimten wordt voorkomen zodat de gemiddelde concentratie aan gehalogeneerde solventen, over 24 uur gemeten, in de aangrenzende ruimten nooit hoger is dan 0,7 ppm.

Onverminderd deze bepaling mag de concentratie aan gehalogeneerde solventen buiten de lokalen van de inrichting nooit meer dan 10 ppm bedragen.

Art. 12. § 1. Elke inrichting is uitgerust met een draagbare gasdetector om solventlekken op te sporen.

Met behulp van die detector controleert de exploitant geregeld in de werkplaats de dichtheid van de buizen en pakkingen die het solvent bevatten.

§ 2. De inrichtingen die meer dan 10 kg/u totaal organische koolstof uitstoten, moeten in de afvoerbuis apparatuur voor continumetingen plaatsen. De meet- en analysemethode wordt in de milieuvergunning bepaald.

§ 3. De inrichtingen die meer dan 10 g/u solventen als bedoeld in artikel 13, §§ 1 en 2, uitstoten, moeten een maximale emissiegrens-waarde van 2 mg/Nm³ van totale koolstof naleven.

Art. 13. § 1. Verboden zijn de voorontvlekening en de textielreiniging met behulp van solventen waarvan de verpakking één of meer van de volgende waarschuwingssymbolen bevat:

R45 - Kan kanker veroorzaken

R46 - Kan erfelijke genetische schade veroorzaken

R47 - Kan geboorteafwijkingen veroorzaken

R49 - Kan kanker veroorzaken bij inademing

R60 - Kan de vruchtbaarheid schaden

R61 - Kan het ongeboren kind schaden

Dit verbod geldt niet wanneer een op een condensator aangesloten afzuigingssysteem wordt gebruikt met een overeenkomstig de voorschriften van artikel 16 aangepaste behandeling van de afgasemissies.

§ 2. Het is ten strengste verboden in de inrichtingen gebruik te maken van CFC's, HCFC's, tetrachloor-koolstof of van een mengsel dat een van die stoffen bevat.

Art. 14. Il est interdit d'ouvrir la porte de chargement d'une machine avant la fin du cycle de séchage/désodorisation sauf en cas d'extrême urgence justifiée par l'imminence d'un accident ou la survenance d'une panne.

La porte de chargement est équipée d'un système protégé de verrouillage automatique empêchant, sauf cas d'extrême urgence, toute ouverture manuelle avant la fin du cycle de séchage/désodorisation.

Les autres ouvertures de la machine sont équipées d'un système d'arrêt automatique de la machine en cas d'ouverture en cours de fonctionnement.

Art. 15. Le tambour de la machine est équipé d'un système d'aspiration qui s'enclenche à l'ouverture de la porte.

L'air rejeté à l'extérieur de la machine doit passer préalablement par un filtre afin d'en éliminer les traces de solvant et ne peut être rejeté directement hors de l'installation par une cheminée ou une buse.

Art. 16. Les locaux de l'installation accessibles au public sont convenablement ventilés de manière à ce que la concentration ambiante en substances nocives ne présente jamais un risque pour la santé. En particulier, la concentration instantanée en solvants halogénés n'y dépasse jamais 50 ppm, et la concentration moyenne sur une heure ne dépasse pas 20 ppm.

CHAPITRE 6. — Déversement des eaux usées

Art. 17. L'exploitant prend toutes les mesures pour éviter tout déversement d'eaux usées contenant des solvants, y compris les eaux de contact, dans les égouts publics, les eaux de surface ordinaires ou les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales.

En tout cas, la concentration en solvants dans les eaux de rejet ne peut excéder 0,1 mg/litre.

Art. 18. La pièce où se trouvent les machines peut être équipée d'un égout ou d'un avaloir à condition d'être muni d'un couvercle étanche.

Le permis d'environnement peut imposer que le point de rejet des eaux usées vers l'égout public soit équipé d'une chambre de visite conçue de manière à permettre une prise d'échantillon.

CHAPITRE 7. — Gestion des déchets

Art. 19. § 1^{er}. Les solvants, les mélanges de solvants ou liquides organiques exempts de solvants, les boues ou déchets solides contenant des solvants, les cartouches et poudres de filtration utilisées sont stockés dans des fûts hermétiques d'une capacité maximale de 200 litres par fût.

Les fûts doivent être rangés dans un bac de rétention étanche aux solvants d'une capacité supérieure à 10 % du volume total de déchets stockés et au moins égale au volume du plus grand fût.

Ils sont entreposés à l'abri des chocs et de la chaleur à un endroit inaccessible au public et muni d'une ventilation haute et basse.

§ 2. Les déchets visés au paragraphe 1^{er} sont confiés à un collecteur de déchets dangereux agréé conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 septembre 1991 réglant l'élimination des déchets dangereux.

CHAPITRE 8. — Registre

Art. 20. L'exploitant tient à jour un registre de consommation de solvants dans lequel sont mentionnés :

- 1° les quantités de solvant livrées;
- 2° le poids de textile ou de matériel nettoyé;
- 3° le calcul mensuel de la consommation de solvants.

Par ailleurs, l'exploitant tient à jour un registre d'entretien pour chaque machine.

Un double des factures est joint au registre concerné par l'opération.

Art. 14. Het is verboden de laaddeur van een machine vóór het einde van het droog-/ontgeuringsproces te openen, behalve in uiterst dringende gevallen, met name bij een nakend ongeval of het plaatsvinden van een storing.

De laaddeur is voorzien van een beveiligd automatisch afgrendelsysteem dat elke manuele opening vóór het einde van het droog-/ontgeuringsproces verhindert, behalve in uiterst dringende gevallen.

De andere openingen van de machine zijn uitgerust met een systeem dat de machine automatisch stillegt bij opening tijdens de werking van de machine.

Art. 15. De trommel van de machine bezit een afzuigsysteem dat in werking treedt zodra de deur wordt geopend.

De lucht die uit de machine wordt verwijderd, moet eerst worden gefilterd om de sporen van solventen te verwijderen en mag niet rechtstreeks buiten de inrichting worden uitgestoten via een schouw of koker.

Art. 16. De voor het publiek toegankelijke lokalen van de inrichting worden zo verlucht dat de omgevingsconcentratie aan schadelijke bestanddelen nooit de gezondheid kan schaden. In het bijzonder overschrijdt de ogenblikkelijke concentratie aan solventen er nooit 50 ppm en bedraagt de gemiddelde concentratie nooit meer dan 20 ppm per uur.

HOOFDSTUK 6. — Afvalwaterlozing

Art. 17. De exploitant neemt alle voorzorgen om te voorkomen dat afvalwater dat solventen bevat, met inbegrip van contactwater, in openbare riolen, gewone oppervlaktewateren of kunstmatige afvoerwegen voor regenwater wordt geloosd.

De concentratie aan solventen in het afvalwater mag nooit meer dan 0,1 mg/liter bedragen.

Art. 18. De ruimte waarin de machines zich bevinden, mag voorzien zijn van een goot of afvoerput, op voorwaarde dat ze een hermetisch afsluitbaar deksel hebben.

De milieuvergunning kan ertoe verplichten om het lozingspunt van afvalwater naar de openbare riool te voorzien van een controleput die zo wordt ontworpen dat het nemen van een monster mogelijk is.

HOOFDSTUK 7. — Afvalstoffenbeheer

Art. 19. § 1. Solventen, mengsels van solventen of organische vloeistoffen die geen solventen bevatten, slib of vaste afvalstoffen die solventen bevatten en gebruikte filterpatronen en filterpoeders worden in hermetisch afgesloten vaten met een maximale capaciteit van 200 liter per vat opgeslagen.

De vaten moeten in een opvangkuip worden geplaatst die ondoordringbaar is voor solventen en een capaciteit heeft van meer dan 10% van het totale volume opgeslagen afvalstoffen en minstens gelijk aan het volume van het grootste vat.

De vaten worden beschut tegen schokken en warmte en opgeslagen op een plaats die niet toegankelijk is voor het publiek en die langs boven en beneden wordt verlucht.

§ 2. De in § 1 bedoelde afvalstoffen worden aan een erkende ophaler van gevaarlijke afvalstoffen toevertrouwd, overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 september 1991 houdende regeling van de verwijdering van gevaarlijke afvalstoffen.

HOOFDSTUK 8. — Register

Art. 20. De exploitant houdt een register bij van het verbruik van solventen met vermelding van:

- 1° de geleverde hoeveelheden solventen;
- 2° het gewicht van het gereinigde textiel of materiaal;
- 3° de maandelijkse berekening van het solventenverbruik.

Bovendien houdt de exploitant een register bij van het onderhoud van elke machine.

Een dupliaat van de facturen wordt bij het betrokken register gevoegd.

Les registres sont tenus à la disposition des agents chargés de la surveillance et doivent être fournis sur demande de l'autorité compétente.

Les modèles de ces registres sont annexés au présent arrêté.

CHAPITRE 9. — *Protection contre l'incendie*

Art. 21. § 1^{er}. Des précautions efficaces sont prises contre le danger d'incendie ou d'explosion. L'installation est équipée de moyens d'extinction suivant les prescriptions du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Il est interdit de fumer dans les locaux où sont situées les machines, dans les locaux où sont stockés des solvants ou des déchets contenant des solvants et dans les locaux où sont effectuées des opérations de pré-détachage.

Il est interdit d'installer dans l'installation, un foyer quelconque, au contact duquel les vapeurs de matières inflammables pourraient s'enflammer ou les vapeurs de solvants chlorés se décomposer.

Des pictogrammes d'interdiction de feu, de flamme nue et de fumer sont placés, de manière bien visible dans les locaux où sont situées les machines de nettoyage à sec, dans les locaux où sont stockés des solvants ou des déchets contenant des solvants et dans les locaux où sont effectuées des opérations de pré-détachage.

En cas d'incendie, il est formellement interdit de pénétrer dans les locaux où sont utilisés ou stockés des solvants, étant donné la possibilité de formation de substances hautement toxiques telles que le phosgène.

Le pictogramme de protection obligatoire des voies respiratoires est placé sur toutes les portes d'accès à ces locaux, avec la mention « En cas d'incendie » superposée.

CHAPITRE 10. — *Contrôle*

Art. 22. Les frais générés par les travaux nécessaires à l'aménagement des installations en vue de leur surveillance et en vue du contrôle des conditions d'exploiter sont à charge de l'exploitant.

L'autorité peut exiger, annuellement, aux frais de l'exploitant, les prélèvements et analyses nécessaires au contrôle du respect des conditions d'exploiter.

CHAPITRE 11. — *Dispositions transitoires*

Art. 23. Pour les installations autorisées avant le 20 avril 1995, les articles 4, 6, 7, 9, 11, 14 alinéas 2 et 3; 15, 16 et 18, alinéa 2, ne sont applicables qu'à dater du 31 décembre 2001.

Art. 24. L'évacuation de l'air de séchage des machines fonctionnant en circuit ouvert avant l'entrée en vigueur du présent arrêté doit être effectuée par une cheminée de désodorisation aux parois étanches aux vapeurs de solvants.

La cheminée débouche à une hauteur suffisante afin de permettre une bonne dispersion et de ne pas incommoder le voisinage. L'éjection des gaz a lieu verticalement et vers le haut.

La présente disposition transitoire cesse de sortir ses effets au 31 décembre 2001.

CHAPITRE 12. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 25. L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 avril 1995 fixant des conditions d'exploitation pour les secteurs du nettoyage à sec est abrogé.

Art. 26. Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 juillet 2001.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
F.-X. de DONNEA

Le Ministre de l'Environnement,
D. GOSUIN

De registers staan ter beschikking van de ambtenaren die belast zijn met het toezicht en moeten op verzoek van de bevoegde overheid worden voorgelegd.

De modelregisters zijn bij dit besluit gevoegd.

HOOFDSTUK 9. — *Brandbeveiliging*

Art. 21. § 1. Doeltreffende maatregelen worden genomen tegen brand- of ontstekingsgevaar. De werkplaats is uitgerust met brandbestrijdingsmiddelen volgens de voorschriften van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 2. Het is verboden te roken in lokalen waar er machines zijn, in de lokalen waar solventen of solvethoudend afval zijn opgeslagen of in de lokalen waar de voorontvlekkingsplaatsheft.

Het is verboden in de inrichting om het even welke warmtebron te installeren indien het contact hiermee de ontbranding van de dampen van ontvlambare substanties of de ontbinding van de dampen van chloorhoudende solventen kan veroorzaken.

De pictogrammen voor vuur-, open vlam- en rookverbod bevinden zich op duidelijk zichtbare plaatsen in de lokalen waar de machines staan, in de lokalen waar solventen of solvethoudend afval zijn opgeslagen en in de lokalen waar de voorontvlekkingsplaatsheft.

In geval van brand is het streng verboden de lokalen te betreden waar solventen worden gebruikt of opgeslagen, gelet op het mogelijke vrijkomen van zeer giftige stoffen zoals fosgeen.

Het pictogram voor verplichte bescherming van de luchtwegen is op alle toegangsheuren van deze lokalen geplaatst, met de vermelding « In geval van brand ».

HOOFDSTUK 10. — *Controle*

Art. 22. De kosten voor de noodzakelijke aanpassing van de inrichtingen met het oog op het toezicht erop en met het oog op de controle van de exploitatievoorwaarden zijn voor rekening van de exploitant.

De overheid kan jaarlijks en op kosten van de exploitant monsters en analyses eisen die nodig zijn voor de controle op de naleving van de exploitatievoorwaarden.

HOOFDSTUK 11. — *Overgangsbepalingen*

Art. 23. Voor de vóór 20 april 1995 vergunde inrichtingen treden de artikelen 4, 6, 7, 9, 11, 14, tweede en derde lid, 15, 16 en 18, tweede lid, pas vanaf 31 december 2001 in werking.

Art. 24. De drooglucht van machines die vóór de inwerkingtreding van dit besluit geplaatst zijn en in open circuit werken, moet worden verwijderd door een ontgeuringsschoorsteen met wanden die de dampen van de solventen niet doorlaten.

De schoorsteen heeft een voldoende hoge uitlaat opdat de lucht goed wordt verspreid en de buurt niet wordt gehinderd. De uitstoot van gassen gebeurt verticaal en naar boven.

Deze overgangsbepaling houdt op gevolgen te hebben op 31 december 2001.

HOOFDSTUK 12. — *Ophettingsbepaling*

Art. 25. Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 april 1995 tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden voor de sector van de textielreiniging wordt opgeheven.

Art. 26. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 juli 2001.

Namens de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter,
F.-X. de DONNEA

De Minister van Leefmilieu,
D. GOSUIN

Annexe I

Registre : Calcul du total des émissions

Nom de l'entreprise :

Mois et Année :

Type de solvant :

Jour	Quantité de textile nettoyé (en kg)	Jour	Quantité de textile nettoyé (en kg)
1		17	
2		18	
3		19	
4		20	
5		21	
6		22	
7		23	
8		24	
9		25	
10		26	
11		27	
12		28	
13		29	
14		30	
15		31	
16		Total (P)	

Stock initial de solvant (Si) en kg :

Stock final de solvants (Sf) en kg :

Solvant dans les déchets (Sd) en g (23g × P) :

Livraison de solvant en (L) kg :

Consommation : (St) = L + Si - Sf - (Sd/1000) :

Total des émissions = St/P

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions d'exploitation pour le nettoyage à sec au moyen de solvants

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
F.-X. de DONNEALe Ministre de l'Environnement,
D. GOSUIN

Annexe II

Registre : Entretien des machines

Nom de l'entreprise : Mois et Année :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions d'exploitation pour le nettoyage à sec au moyen de solvants.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
F-X de DONNEA

**Le Ministre de l'Environnement,
D. GOSUIN**

Bijlage I
Register : Berekening van de totale emissie

Naam van de onderneming :

Maand en jaar :

Type van solvent :

Dag	Hoeveelheid gereinigd textiel (in kg)	Dag	Hoeveelheid gereinigd textiel (in kg)
1		17	
2		18	
3		19	
4		20	
5		21	
6		22	
7		23	
8		24	
9		25	
10		26	
11		27	
12		28	
13		29	
14		30	
15		31	
16		Totaal (P)	

Beginvoorraad solventen (BV) in kg :

Eindvoorraad solventen (EV) in kg :

Solvent in het afval (SA) in g (23g × P) :

Levering solvent in (L) kg :

Verbruikte solventen : (St) = L + BV - EV - (SA/1000) :

Totale emissie = St/P

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de exploitatievoorwaarden voor de textielreiniging met behulp van solventen.

Namens de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter,
F.-X. de DONNEA

De Minister van Leefmilieu,
D. GOSUIN

Bijlage II

Register : Onderhoud van de machines

Naam van de onderneming : Maand en jaar :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de exploitatievoorraarden voor de textielreiniging met behulp van solventen.

Namens de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter,
F.-X. de DONNEA

De Minister van Leefmilieu,
D. GOSUIN